

Numéro 11 - 28 février 2020

Les relations du Canada avec la CARICOM

**Une définition intéressée de ce que veut dire
être un «partenaire essentiel»**

- Tony Seed -



À la 31e réunion intersessionnelle de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne tenue à Bridgetown, Barbade, les 18 et 19 février 2020 (CARICOM)

La réunion du Groupe de Lima organisée par le Canada la semaine dernière suivait immédiatement la réunion du ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne avec les dirigeants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) à Bridgetown, Barbade, le 18 février. Le ministre Champagne a été envoyé comme remplaçant du premier ministre Justin Trudeau.

Le regroupement de 15 pays[1] a été un bloc efficace pour contrer les tentatives des États-Unis et de leurs alliés d'utiliser la très discréditée Organisation des États américains (OÉA) comme arme politique contre le Venezuela. Il les a privés du nombre de voix nécessaires pour prendre des mesures contre le Venezuela au nom de l'OÉA. Cela a conduit les États-Unis et le Canada à créer en dehors de l'OÉA le regroupement illégitime appelé Groupe de Lima pour faire avancer leur projet criminel de changement de régime.

En mars 2019, le périodique en ligne *Misión Verdad* a dévoilé la manoeuvre maladroite du gouvernement canadien qui avait envoyé un représentant de niveau inférieur à une réunion de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OÉCO), tenue sur l'île de la Guadeloupe en janvier 2019. L'objectif était de faciliter un lien direct entre l'équipe de l'imposteur vénézuélien Juan Guaidó et les premiers ministres dont les gouvernements constituent la CARICOM. Les dirigeants ont rejeté la manoeuvre.

Premièrement, l'envoyé ne possédait pas le niveau diplomatique nécessaire pour assister à une telle réunion.

Deuxièmement, l'envoi d'un fonctionnaire de niveau inférieur à une réunion ministérielle montrait le mépris pour les Caraïbes.

Troisièmement, la CARICOM défend le dialogue et la paix, pas l'agression.[2]

C'était la raison pour laquelle c'est le premier ministre canadien qui devait initialement se rendre à la Barbade, voyage qui devait être la dernière escale de sa récente tournée africaine. Trudeau n'a pas eu de mal à passer des vacances dans des complexes hôteliers luxueux des Caraïbes mais il n'a jamais officiellement visité la région depuis son élection en 2015. Sa visite a été annulée en raison de la crise au Canada due à la résistance des défenseurs de la terre wet'suwet'en dont le refus de permettre au Canada de bafouer la Loi wet'suwet'en sur le territoire wet'suwet'en et de permettre la construction d'un gazoduc sur leurs terres sans leur consentement gagnent un soutien national et international.

Un document confidentiel d'Affaires mondiales Canada déposé à la réunion de 2019 en Guadeloupe contenait également la proposition du gouvernement Trudeau, qui a toujours agi en tant que représentant de l'opposition vénézuélienne, d'établir une organisation parallèle à Petrocaribe, un partenariat énergétique Venezuela-CARICOM, appelé « Accord de coopération et de stabilité énergétique ».[3]

Les dirigeants des Caraïbes présents à cette réunion ont rappelé à l'envoyé canadien leur soutien total au dialogue entre les parties au Venezuela. Ils ont rappelé au Canada que Petro-Caribe est saboté par les sanctions américaines et les pressions régionales contre le Venezuela, soutenues à la fois par le gouvernement Trudeau et par l'opposition vénézuélienne financée et organisée par les États-Unis et dirigée par Guaido.

À la conclusion de la récente réunion de la Barbade, les dirigeants des Caraïbes ont rejeté le blocus américain de la république insulaire socialiste de Cuba. Ils ont réitéré leur préoccupation face aux sanctions annoncées par l'administration américaine en vertu du titre III de la *Loi Helms-Burton*, qui intensifie le blocus économique, commercial et financier contre Cuba. Ils ont qualifié les sanctions de mesures extraterritoriales contraires au droit international.

Pour sa part, le Canada a tenté de cacher ses manoeuvres contre le Venezuela, tout en soulignant ouvertement ses prétendues motivations humanitaires. Un communiqué de presse d'Affaires mondiales Canada déclare :

« Ensemble, le ministre Champagne et les dirigeants de la CARICOM ont convenu de lancer un dialogue annuel entre le Canada et la CARICOM afin de discuter de priorités en matière de politique, de commerce, de développement et de sécurité propres aux quelque 20 millions de personnes qui habitent les îles des Caraïbes.

À Bridgetown, le ministre Champagne a mis en relief la nouvelle contribution financière du Canada visant à soutenir les efforts déployés par la CARICOM pour contrer les effets dévastateurs des changements climatiques, notamment en ce qui a trait aux préparatifs et aux interventions d'urgence, à l'agriculture adaptée au climat et à l'économie bleue. Il a également proposé d'élargir la portée de l'aide offerte par des experts techniques canadiens dans les domaines prioritaires des pays de la CARICOM.

Lors des discussions bilatérales et de groupe tenues dans le cadre de la réunion intersessionnelle de la CARICOM, le ministre Champagne a aussi souligné que le Canada est un partenaire essentiel pour la promotion d'intérêts régionaux et mondiaux communs, alors qu'il poursuit sa campagne pour siéger au Conseil de sécurité des Nations unies en 2021-2022. »

Et c'est ça qui est ça, dit le partenaire essentiel. Le chéquier est sorti - mais ni le montant du

financement ni les résultats honteux de la prétendue protection du Canada contre les effets dévastateurs du climat en Haïti, surtout depuis le tremblement de terre il y a dix ans, ne sont précisés.

Les « priorités en matière de sécurité » et les « interventions d'urgence »

La façon dont le Canada définit les « priorités en matière de sécurité » et les « interventions d'urgence » est un sujet de grave préoccupation. Premièrement, au lieu de fournir une assistance internationaliste sur la base de l'égalité et du respect et de l'avantage réciproque pour la nation bénéficiaire, le gouvernement Trudeau pense que les petits pays qui souffrent de la crise mondiale du système impérialiste et qui cherchent une voie vers l'avant peuvent être simplement corrompus. Non seulement est-ce une expression de mépris pour les souffrances et difficultés qui leur sont imposées par les pays mêmes qui offrent le pot-de-vin, mais c'est aussi un déni de la corruption que cette pratique encourage. Le point de vue du Canada sur les Antilles est inacceptable. Il utilise un langage et des techniques qui soutiennent les intérêts américains, s'abaissant au point où, au lieu de prendre une position indépendante comme le fait la CARICOM, le Canada imagine que la région fait partie de son « arrière-cour mondiale ». Chrystia Freeland, lorsqu'elle était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Trudeau, a fait cette déclaration tristement célèbre :

« La crise au Venezuela se déroule dans l'arrière-cour du Canada. C'est notre voisinage. Pour les Canadiens, nous avons un intérêt direct sur ce qui se passe dans notre hémisphère. »

Deuxièmement, le Canada lie cette corruption à la création d'un mécanisme institutionnel bilatéral pour « discuter » des « priorités en matière de sécurité » qui sont d'abord et avant tout posées par les États-Unis et l'oligarchie financière qui luttent pour l'hégémonie mondiale, y compris sur les marchés, les ressources, etc. Dans ce contexte, les « priorités en matière de sécurité » et les « interventions d'urgence » sont des mots codes pour l'intégration, la formation et l'intervention militaires.

La réalité objective du peuple haïtien illustre la fraude lamentable des « interventions d'urgence » et de « l'aide humanitaire ». Yves Engler notait récemment que « le Canada a décaissé 657 millions de dollars 'pour Haïti' entre le moment du séisme et septembre 2012, mais seulement environ 2 % de cette somme est allé au gouvernement haïtien. » Parallèlement, 33 % de l'aide américaine est allée à l'armée américaine qui occupe Haïti. Tous les pays qui ont occupé militairement Haïti dans le cadre de la MINUSTAH font aujourd'hui parti du tristement célèbre Groupe de Lima.

Rappelons que le Canada a envoyé des armes à Trinidad en 1970 pour écraser une révolte populaire et des troupes et des forces de la GRC pour renverser le gouvernement de la République dominicaine en 1965, le gouvernement de la Grenade en 1983 et le gouvernement haïtien en 2004. Chaque année, le Canada déploie des navires de guerre pour participer à des exercices militaires d'intimidation US Southcom (ex. Panamax, Tradewinds, Op Caribbe), de concert avec les autres membres du bloc de l'OTAN que sont la France, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, exercices qui visent le Venezuela et ses alliés. Les Forces canadiennes sont pleinement intégrées au Northern Command et au Southern Command des États-Unis et aux mécanismes de guerre impérialiste américaine.

Il est à noter que depuis juin 2012, le Canada exploite un centre militaire à Kingston, en Jamaïque - essentiellement l'accès aux installations d'un port, d'un aéroport et d'une base militaire justifié à l'époque comme fournissant une réponse d'urgence plus rapide en cas d'ouragan. Pourtant, jamais les Forces canadiennes au cours de l'ouragan Irma de 2017 ne se sont servi de cette base pour fournir une assistance aux Bahamas et à la Martinique, possessions de pays membres de l'OTAN, la Grande-Bretagne et de la France respectivement.

En outre, « l'agriculture adaptée au climat et à l'économie bleue » est un code pour la pénétration

économique néolibérale sous couvert de « contrer les effets dévastateurs des changements climatiques ».

« Le banquier des Caraïbes »

L'oligarchie financière, par le biais du sommet des grandes banques, s'est enrichie considérablement depuis les années 1800 en pillant les Caraïbes dans le cadre du système colonial britannique et grâce à des banques telles Barings, un bastion du capital financier britannique et d'agents financiers du Canada à Londres, et la Banque coloniale des Antilles. La richesse de la Banque de la Nouvelle-Écosse et de la Banque Royale – les deux ayant été fondées à Halifax, en Nouvelle-Écosse – a d'abord été générée par l'important commerce mercantile dans les pêcheries de l'Atlantique pour approvisionner en protéines les plantations basées sur l'esclavage, et dans le commerce du sucre et les aventures militaires. Jamais n'ont-elles investi un seul sou dans le développement des immenses forces productives humaines des nations des îles, sauf ce qui était nécessaire aux besoins du démarrage d'entreprises. Tous les profits ont été rapatriés par le capital anglo-canadien. La plus grande part des profits de Barings, qui s'est enrichie à partir de l'esclavage et de la *Loi sur l'abolition de l'esclavage* de 1833, a été exportée à nouveau pour le financement de l'expansion ferroviaire de l'État colonial canadien.[4]

Aujourd'hui, les banques canadiennes contrôlent plus de 60 % du secteur bancaire des Caraïbes au détriment du développement économique de ces îles, ce qui veut dire qu'elles contrôlent plus de 60 % des transactions de la région. Néanmoins, au cours de la dernière année, la Banque de la Nouvelle-Écosse et la Banque Royale cherchent à mettre en place de nouveaux arrangements néocoloniaux afin de minimiser leurs risques. Tout ce que cette oligarchie ne peut contrôler, elle cherche à le détruire, notamment les forces productives humaines et tout ce qui représente pour eux un obstacle. La Banque de la Nouvelle-Écosse, par exemple, détient plus de 1 billion de dollars US en avoirs et a annoncé un profit de 1,98 milliard de dollars canadiens l'année dernière. Cette banque portait jadis le nom de « Banquier des Caraïbes » et opère actuellement 370 succursales dans 23 pays de la région. Pour maximiser son taux de profit, elle cherche maintenant à transférer 20 milliards de dollars d'avoirs qu'elle détient dans la région vers un nouveau partenariat financier dont le siège social est à Trinidad.

Les dirigeants des Caraïbes dénoncent ces manigances menées dans leur dos sans même un semblant de consultations avec les pays des Caraïbes et les banques locales. C'est une source de grande préoccupation. Sir Ronald Sanders, l'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda aux États-Unis et à l'Organisation des États américains, demande : « Est-ce qu'il s'agit d'une autre manifestation du comportement méprisant persistant auquel sont confrontés les petits pays dans l'arène internationale, la doctrine de 'la loi du plus fort' ? »[5]

Un vieux programme remis au goût du jour

Le programme de « sécurité » de Trudeau est un vieux programme de l'ancien gouvernement de Trudeau père auquel est ajouté un volet environnemental.

Au début des années 1980, dans le cadre de l'Initiative du Bassin des Caraïbes de l'administration Reagan, le gouvernement canadien a fait de la formation de « cadres » une priorité – il s'agissait surtout de jeunes, recrutés au Trinidad et Tobago, en Jamaïque et dans les Bermudes, entre autres îles des Antilles britanniques – dans le cadre de son programme d'« assistance et coopération militaire » dans cette région. En 1980, le cabinet fédéral a approuvé un programme paramilitaire destiné à « assister » les pays des Caraïbes en formant des unités de police marine et de gardes côtières. Ces recrues étaient formées pour diriger les forces de police marines, établies et élargies le long des zones côtières de ces pays, ainsi que pour le contrôle douanier et les patrouilles de gardes côtières. Le chef de la Garde côtière canadienne était le contre-amiral Andrew Collier, l'ancien chef du Commandement maritime.[6]

En 1983, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau, s'adressant dans l'île de Ste-Lucie aux dirigeants de 16 pays des Caraïbes membres du Commonwealth, a souligné, entre autres, que ce programme serait renouvelé et élargi. Les jeunes recrues de Trinidad et Tobago, après avoir été formées dans une école secondaire de Toronto, étaient ensuite formées au Collège militaire royal de Kingston, en Ontario. Là, en plus d'apprendre des compétences militaires, les jeunes ont appris les méthodes utilisées pour le contrôle des manifestations, dont la formations aux méthodes de « commando », à la fois spécialisées et inhumaines. Ayant complété leur formation au Canada, ces jeunes retournaient dans les nations des îles comme agents, des officiers de haut niveau dans les forces armées des nations des îles.[7]

À cette époque, le *Quotidien du Canada populaire* publié par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) soulignait : « L' 'aide' économique et militaire canadienne est tout sauf 'sans conditions' puisqu'elle est de la même nature et a les mêmes objectifs que ceux de l'impérialisme américain lui-même. C'est afin de se prêter à ces activités répréhensibles que le gouvernement canadien et ses forces armées intensifient leurs activités en Amérique centrale et dans les Caraïbes ». Voilà les activités auxquelles elles se livrent à nouveau, mais cette fois avec le Groupe de Lima et d'autres fronts en tant que prétendu « partenaire indispensable ».

Notes

1. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) est un regroupement de 20 pays : 15 États membres et cinq membres associés, qui représentent une région qui abrite environ 16 millions de citoyens. Elle a été créée le 4 juillet 1973, avec la signature du traité de Chaguaramas, qui a transformé l'Association de libre-échange des Caraïbes en un marché commun. Elle comprend les pays considérés comme « en développement », et tous les membres et membres associés sont des États insulaires, à l'exception du Belize en Amérique centrale et de la Guyane et du Surinam en Amérique du Sud.

L'organisation affirme qu'elle est issue de 15 ans d'efforts pour promouvoir l'intégration régionale et qu'elle a été constituée avec les objectifs fondamentaux d'élever le niveau de vie et les conditions de travail dans les pays de la région ; réduire le chômage ; accélérer, coordonner et soutenir le développement économique ; et promouvoir les relations commerciales et économiques avec les pays tiers et les blocs de nations.

Les principaux organes directeurs de la CARICOM sont sa Conférence et son Conseil. La Conférence est la plus haute autorité de l'organisation régionale et comprend les chefs d'État et de gouvernement des pays membres. Elle est chargée d'établir la politique et d'autoriser la signature de traités au sein de la Communauté des Caraïbes et avec d'autres organisations d'intégration. Le Conseil, pour sa part, est composé de ministres des affaires étrangères et est responsable de la mise en oeuvre des plans stratégiques, de la coordination de l'intégration des différents secteurs et de la promotion de la coopération entre les membres.

La CARICOM souligne qu'il s'agit du plus ancien mouvement d'intégration régionale du monde et, bien que souvent méconnu, ses réalisations ont été nombreuses, en particulier dans la coopération concrète dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et de la sécurité.

2. « CARICOM rejette la proposition du Canada de saper Petrocaribe », *Le Marxiste-Léniniste*, 23 mars 2019.

3. Petro-Caribe est une alliance pétrolière qui implique des États membres des Caraïbes. L'alliance a été fondée le 29 juin 2005 à Puerto La Cruz, au Venezuela. Le Venezuela a offert aux autres États membres des approvisionnements en pétrole à prix réduits sur la base d'un accord financier offrant des concessions. Petro-Caribe, que les impérialistes américains et le Canada cherchent à

détruire, fait partie de la tendance en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui vise à réaliser un développement post-néolibéral dans la région.

4. Baring, dont les origines remontent à 1720, a été fondée en 1810 grâce aux investissements qu'elle a reçus de la traite des êtres humains dans la traite des esclaves transatlantique qui lui a rapporté d'énormes profits. Baring possédait de nombreuses plantations de canne à sucre à Saint-Kitts et en Guyane britannique, et a reçu en 1839 quelque 10 millions de livres sterling sur les 20 millions de livres sterling en « dédommagements » de l'État britannique pour l'émancipation de leur « propriété » - dans l'ensemble, 655 780 êtres humains d'ascendance africaine qui avaient été asservis, brutalisés et exploités. Cela représente 76 milliards de livres sterling (117 milliards de dollars US) à la valeur actuelle. Aucun argent n'est allé aux Africains réduits à l'esclavage, qui devaient encore faire un travail non rémunéré pour leurs propriétaires dans le cadre d'un « programme d'apprentis » sous forme de servitude sous contrat qui a duré encore quatre ans.

Barings est également à l'origine de l'union forcée des deux Canadas en 1841. R.T. Naylor a remarqué que les frères Baring étaient les vrais Pères de la Confédération. Avec George Carr Glyn, un gros investisseur dans les colonies, la banque a agi en tant qu'agent financier exclusif pour la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et le Haut-Canada.[8] Au cours du dernier quart du XIXe siècle, les frères Baring finançaient un quart de la construction de tous les chemins de fer américains, ainsi que les chemins de fer Intercolonial, Grand Trunk et Canadien Pacifique au Canada. Une ville ferroviaire de la Colombie-Britannique a été rebaptisée Revelstoke en l'honneur du principal partenaire de la banque.

Les avantages de l'argent provenant du système des esclaves existent toujours au Canada aujourd'hui. Par exemple, en plus d'être le fondement de banques canadiennes, cet argent constitue également une base de richesse pour de nombreuses familles canadiennes de premier plan, dont le « père de la Confédération », Sir John A. Macdonald, qui avait un lien familial direct avec l'esclavage. Son beau-père, Thomas James Bernard, possédait une plantation de canne à sucre en Jamaïque et 96 esclaves africains. Il a reçu du gouvernement 1 723 livres sterling en « dédommagement », une somme considérable compte tenu du salaire annuel d'un travailleur qualifié en Grande-Bretagne qui était à l'époque d'environ 60 livres sterling. Macdonald a épousé en 1867 Agnes, la fille de Bernard. Macdonald a dû démissionner en 1873 lorsque le scandale du Canadien Pacifique a révélé qu'il recevait des dons pour sa campagne du propriétaire du Canadien Pacifique. D'autres familles basées à Halifax incluent la famille Stairs (qui a fourni six générations d'administrateurs de la Banque Royale et le premier chef de cabinet de Harper) et la famille Ritchie (avocats d'entreprise et ambassadeur de Mulroney à Washington). La rue principale d'Halifax, Spring Garden Road, porte le nom d'une plantation de canne à sucre en Guyane britannique qui appartenait à Francis Baring, associé de la société entre 1823 et 1864, qui a réclamé en vain un « dédommagement » de 3 421 livres sterling.

Plus tôt, dans les années 1820 et 1830, les propriétaires d'esclaves basés à Londres ont joué un rôle important dans le peuplement, l'exploitation et l'expansion du Canada. La Compagnie de la Baie d'Hudson, la Canadian Land Company et la British American Land Company comptaient toutes des propriétaires britanniques d'esclaves au sein de leur conseil d'administration.

5. Pour en savoir plus, se référer à Sir Ronald Sanders, « [Withdrawal of Canadian banks : opportunity to remedy not repeat mistakes](#) » éditions du 12 décembre 2019 et « [Scotiabank : Is might, right ?](#) » du 29 août 2019

À propos des manœuvres de la Banque de Nouvelle-Écosse, Sanders écrit :

« La décision de la Banque Scotia de ne pas discuter de la vente de ses avoirs dans neuf territoires des Caraïbes avec les gouvernements concernés, avant de conclure une entente, était

extraordinaire, d'autant plus qu'au Canada, aucune banque ou succursale bancaire ne peut exercer ses activités sans obtenir l'approbation du ministre des Finances et du Bureau du surintendant des institutions financières. La banque semble croire qu'elle pourrait contrevenir dans les Caraïbes à ce qu'elle serait obligée de faire au Canada.

« En plus d'ignorer les lois d'Antigua-et-Barbuda et d'ailleurs, pour obtenir d'abord l'accord des gouvernements pour une vente afin d'obtenir une 'ordonnance de transfert de propriété', la décision de la Banque Scotia a démontré un manque de bon jugement de la part d'une entreprise. Ce n'aurait pas été difficile d'engager les gouvernements sur les projets de vente avant de conclure un accord de vente avec RFH, à moins qu'elle ne présume que son influence entraverait l'acceptation de la vente.

« Un comportement tout aussi dédaigneux de la Banque Scotia a été la manière dont elle a informé les neuf juridictions des Caraïbes qu'elle avait réglé l'accord de vente. Cette information a fait l'objet d'une annonce publique, diffusée dans les médias le 27 novembre 2018. Les gouvernements des neuf juridictions et leurs banques centrales, les organismes de réglementation des banques, ont été informés de l'accord de vente en même temps que le grand public.

« Pourquoi une institution financière canadienne qui est présente et qui fait circuler l'argent dans les Caraïbes depuis 1889 et qui a déclaré il y a un an des profits de 1,98 milliard de dollars, traiterait-elle la région des Caraïbes avec tant de dénigrement ? Est-ce une autre démonstration du comportement méprisant persistant auxquels sont confrontés les petits pays sur la scène internationale, la doctrine de la 'loi du plus fort' ? »

6. En février 1998, *Shunpiking Magazine* a découvert la présence au sein du personnel du Collège de la Garde côtière du Cap-Breton (Nouvelle-Écosse) d'un ancien collaborateur nazi de Lettonie, sur la base d'informations fournies par des cadets jamaïcains outragés qui ont signalé des abus racistes au détachement de la GRC à Sydney. Le jeune officier de la GRC qui a déposé le rapport a été sommairement muté à un autre détachement que celui de Sydney.

7. « Opposons-nous vigoureusement au rôle de la bourgeoisie canadienne en Amérique centrale et dans les Caraïbes » par Tony Seed, *Quotidien du Canada populaire*, Volume 13, numéro 178, le 26 août 1983.

8. Stewart, Andrew, *British Businessmen and Canadian Confederation : Constitution Making in an Era of Anglo Globalization*, 2008, McGill University Press.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca